



FRANÇOISE MONCOMBLE

Démolir la cité, une ultime violence ?

Du quartier à l'immeuble, de l'immeuble au chez soi, c'est l'histoire d'un territoire-peau bouclé, de territorialités sous tensions qui se disputent sans fin en se retournant sur elles-mêmes.

Mille situations s'assemblent dans la manière de vivre un espace sur le mode de l'enclosure. Tout fait bloc, mais comme un bloc de colère et de dissensions. L'espace monotone des cités, cette matière d'indifférencié social exhibe comme une topographie de la menace incorporée : de courants d'air en carreaux cassés, des paliers souillés aux squats des caves, des cabines téléphoniques vandalisées aux poubelles éventrées, portes, lieux communs et murs déroulent la légende des graffitis où le sexe et la violence se répondent sans fin, à l'intérieur d'une frontière marquée de bouts de tôle, de verres brisés, de déchets et de fils de fer, de carcasses de voitures ou de parpaings éventrés. C'est tout un paysage qui met en scène l'impact des misères. Dans les halls, sur les boîtes aux lettres explosées, des noms sont barrés, raturés, apostrophés, toujours salis.



La légende des cités s'inscrit sur les murs - © - Bellavia - Editing -

On vit ici au jour le jour, les lendemains sont incertains ou trop sûrement inchangés, le passé n'est souvent qu'un fouillis de mauvais souvenirs. Le danger s'est infiltré, l'adversaire, réel ou imaginaire est partout, il réside souvent – c'est le plus proche – sur le palier d'en face ou dans la communauté d'à côté, mais il s'insinue aussi jusque dans la famille au gré du chômage, des infidélités, de l'ennui obsédant ou des

disputes au sein de la fratrie. C'est ce type d'espace qui est investi pour faire bloc dans l'hostilité, voire l'abandon.

On est là par défaut. Pas le choix, mais pourtant impossible d'imaginer que l'on pourrait survivre ailleurs. La cité est devenue au fil du temps un point de convergence, un repère, un refuge, au carrefour d'histoires de vie toujours difficiles, souvent subies. Elle fait corps avec chacun, on l'aime et on la hait.

Dépourvu de lieux intermédiaires, l'espace collectif sert de miroir aux malheurs et devient l'espace du rejet ; il se présente et vaut globalement comme un abrégé des signes de destruction. Le bloc de l'espace public devient alors porteur et synonyme d'une identification négative.

Les jeunes du bas des tours le vivent quotidiennement : il faut se protéger contre l'autre, plus, anticiper son agression réelle ou virtuelle. Alors, ils se découpent des territoires à eux, ils s'approprient des parts, des bouts de l'espace commun qui leur échappe, quitte à s'y inscrire par la destruction ou la violence.

Ce sont ces territorialités fortes où la vie s'inscrit à l'intérieur des frontières qui s'offrent comme terreau le plus propice à l'expansion rapide de rumeurs obsessionnelles. Ces bruits fonctionnent toujours tels de véritables « paroles de guerre »¹ (Favret-Saada, 1977) portées par les groupes de palabre, soumises à un processus d'escalade et d'agrégation des corps, dirigés vers l'autre, l'ennemi.

En fait, chaque cité produit sa propre territorialité et, simultanément, son type de rumeur. Les bruits circulent vite ici et se renouvellent aussi rapidement. Il y a toujours une mauvaise image qui rôde, plantée, sans trop qu'on sache d'où elle vient : du regard des autres, des médias, de la ville au dehors, en somme, une stigmatisation classique. Mais il y a aussi la cité et sa manière de faire corps, de se nourrir d'elle-même, de tous les bruits, en particulier chez les jeunes.

Ici, vraie ou fausse, la menace qui circule est immédiatement opérante, elle resserre, elle chauffe :

1. Favret-Saada, J., (1977), *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard.

tous contre l'autre du dehors ou, du dedans, contre le bouc émissaire. Elle fait partie de la présence collective, tous sont fixés, agglutinés autour d'une manière d'être hantée par le négatif, voire la négation : l'école qui ne sert à rien, les boîtes qui refoulent le samedi soir, l'ANPE, les grands frères qui ont renoncé, en tôle ou au chômage, tout respire le rejet.

Le soupçon est partout, il encercle le territoire, l'identifie comme espace carcéral, entretient et réactive la rumeur du racisme dès que celle-ci faiblit.

Partout, l'image dans le miroir est haïssable, la perception négative de soi rebondit sur l'autre et s'infiltré partout, elle s'est glissée là où ils se tiennent, incrustés, comme incorporés à leur territoire, dans le quartier, dans les moindres rapports, fixée sur les boîtes aux lettres aux noms barrés, sur les murs tagués, sur les portes cassées. Il faut redire cet attachement terrible et ambivalent au quartier, cette présence immobile, cette identification/projection au territoire, cette incorporation des mauvaises images-supports du paysage collectif.

Il faut savoir cette mobilité qui tourne en rond, ces virées loupées, ces partir/revenir incessants dans ce lieu sacré/maudit du quartier qu'on ne peut ni quitter, ni supporter. Ni avec lui, ni sans lui. Comme un immense amour/haine enveloppant.

En somme, la territorialité du quartier s'offre comme le support d'une identification repliée sur elle-même, sans horizon, une négation en boucle.

Un univers fusionnel, hors tiers

Et, forcément, la reconnaissance fonctionne à l'envers : non seulement on ne doit rien aux autres, mais ce sont les autres qui sont en dette, tant les conditions de vie sont jugées inévitables.

La dette est bloquée, inversée à tous les niveaux et la mère est au centre de la plupart des contes, voire des règlements de compte. Ses enfants lui doivent tout, le respect, la vie et la survie. Elle gère l'argent ou la pénurie, les papiers et les démarches administratives.

A contrario, l'autorité du père est effondrée : le divorce, le chômage, le conflit de valeurs, ses absences, ses faiblesses, l'alcoolisme ou l'illettrisme, l'intervention répétée de la police, de la justice et des services sociaux ont usé son pouvoir.

Contre l'adversité du dehors, contre l'administration, contre les voisins s'il le faut, voire contre l'un ou l'autre de la fratrie qui menace de partir, de rompre le pacte, le rapport mère/enfant s'immobilise dans la dualité. Ses enfants sont devenus sa raison de vivre et son arme ; elle défend son cercle magique, les siens, bec et ongles contre toute autorité étrangère à la sienne.

Les convocations de l'école, les contrôles hygiénistes, éducatifs et financiers du travail social et de la justice, les avertissements de la police, voire les

gardes à vue ne cessent de renforcer son amour, de l'exaspérer. Du coup, toute dispute intime devient intolérable et tourne au drame, à la trahison, à la réponse haineuse, violente comme seul mode de dépassement du conflit.

A défaut d'un échange, de médiation, qui, seuls, permettraient une circulation de la dette, des rancœurs et des passions, l'effusion des sentiments, la fusion des relations ordonnent au contraire une communauté maternelle qui maintient symboliquement l'adolescent dans un cercle primaire et fusionnel.

En fait, la structure de ce rapport constitue la matrice d'un conflit tournant, indépassable, entre mal-aimés, ce que Colette Pétonnet nomme l'infrahiérarchie du malheur² (Pétonnet, 1979). Immergée dans ce territoire-peau, toute opposition se trouve ainsi vécue sur un mode passionnel d'amour/haine. Toutes les querelles et les menaces extérieures sont incorporées dans la famille, qui loin de s'en protéger s'en empare suivant une série de duels. On s'affronte et on affronte, tous contre un ; et ça tourne.



La barre Renoir dans la cité des 4000, la Courneuve - © J.C. Pattacini - URBA images -

Le mauvais objet, la mauvaise image, la menace enfin sont fixés, on sait à qui s'en prendre, et souvent, la mère mène la danse ou couvre. La passion violente de ses rapports écarte l'angoisse, oblige à resserrer le cercle et finalement restaure la fusion indispensable à la survie. Ainsi s'entretient le foyer d'une dispute tournante qui intègre toutes les autres et fait exister.

Seule l'élimination des tiers permet la passion des échanges affectifs, la survie d'un amour en permanence menacé par l'Autre, dans la fureur de vivre l'immédiat, d'être le centre, quand on n'est nulle part et qu'on se perçoit comme pas grand-chose.

2. Pétonnet C., (1979), *On est tous dans le brouillard, ethnologie des banlieues*, Paris, éd. Gallilée.

Ce rapport affectif primaire dirige tous les rapports au monde. Cette manière d'être prescrit la rupture en vue d'affirmer l'appartenance. Elle fixe un territoire unique, repousse l'ajustement et toute transaction au nom de l'attachement. Dominée par la figure maternelle, la nature fusionnelle des relations creuse le retranchement des familles dans l'enceinte de la cité, attise les transgressions juvéniles, relance la crise d'autorité qui ronge tous les adultes et au final privatise le rapport à la loi.

C'est au centre de cet espace matriciel que se tiennent les jeunes.

Les ruptures de la déliaison

Avant même l'Agora, l'ancêtre de notre espace public républicain, il y avait l'agone. Ce cercle sacré de la dispute réglée où les guerriers grecs vainqueurs venaient, à l'âge homérique, déposer et partager leur butin suivant un rituel hautement codifié et socialisé qui séparait l'ordre politique du chaos de la nature et de la violence.

Nous, les intégrés des états de droit, nous vivons dans des espaces agonistiques où nous pouvons et surtout savons juridiciser nos disputes, négocier nos différends, transiger, passer des compromis, convertir la violence potentielle en conflits circonscrits, en accords provisoires et partiels. Bref, passer librement du privé au public.

Eux, les jeunes de la cité sont dans un tout autre régime et ont tout inversé. Ils suraffirment les frontières et les limites de leur univers, s'immobilisent dans leur territoire, leur société locale, en rejetant l'étranger et le lointain pour privilégier la proximité physique, le connu et le familier, le cercle de la mère et du groupe primaire. Le jeune adulte de la cité, qui protège sa mère et sa fratrie, adopte un code d'honneur qui touche aux liens du sang. Il affirme dès lors une puissance, une solitude aussi, et un droit de violence envers celui qui pourrait porter atteinte au nom, l'injurier, le moquer ou bien encore toucher à la sœur, au frère, insulter la mère. La charge est lourde. Loin d'éloigner l'hostilité ambiante, elle la renforce. Autour du nom ou de l'honneur territorial, la provocation est constante, le passage à l'acte est possible à tout instant.

Alors, face à l'épreuve, chacun se forge sa loi de l'honneur, son usage et sa légitimation personnelle de la violence. Les chiens incarnent au mieux ce régime de puissance en lieu et place du droit : pitbulls, rottweilers ou dogues argentins, tous ces molosses affirment le sentiment de puissance qu'ils procurent à leur maître, la crainte respectueuse qu'ils inspirent. Les jeunes « maîtres » y trouvent là une reconnaissance et la confirmation d'un statut d'autorité. Sélection des races, méthodes de dressage à l'attaque trahissent bien sûr les défenses agressives dont s'entoure le groupe mais

manifestent plus encore l'appartenance au lieu, le gardiennage du territoire et finalement présentent les signes de la loi privée.

Comme leur maître, les chiens sont prêts à mordre tous ceux qui viennent enfreindre les frontières visibles et invisibles qui séparent le groupe du monde extérieur. Ils disent aussi la présence latente et menaçante de la cité-peau quand ils se déplacent en ville.

C'est ce régime de puissance comme mode d'identification et de rapport au monde qui fonde tous les rituels de rébellion, les phénomènes de transgression, bref, l'ensemble des sociabilités aciviques agies par les jeunes et creusant l'écart d'avec la loi publique, un écart qui change l'origine du droit et justifie, a priori une incompréhension radicale. Ce qui, une fois encore, accentue l'hostilité dans l'hostilité.

L'agression ou son signe ne viennent jamais s'inscrire dans une opposition circonscrite, n'inspirent pas la recherche d'alliés ni l'élaboration d'une stratégie, encore moins la quête de tiers qui pourraient s'entremettre. On ne cherche ni le compromis, ni à situer les responsabilités de chaque partie : on passe à l'acte et on se venge.

Le conflit, en d'autres termes, ne se réfléchit pas, il est immédiatement dépassé au profit de la violence, qui à son tour, inspire une contre violence : un cycle de vengeance est ouvert.



Implosion de la barre Renoir, cité des 4000, La Courneuve - © J.C. Pattacini.-URBA images -

Campagne présidentielle obligeant, le thème de l'insécurité revient en force, on décrit et finement d'ailleurs, on démonte³ (Debarbieux E., 2002) un par un, psycho-sociologiquement, les mécanismes de la violence des mineurs. Mais ne perd-t-on pas de vue du coup le paysage d'ensemble, c'est à dire l'origine de cette inversion du droit ?

3. Debarbieux.E, (Mars 2002), *L'oppression quotidienne*, Rapport pour l'Institut des hautes Etudes de la Sécurité intérieure

Nous avons montré comment la bataille s'alimentait toujours de la bataille au point que tous oublient le prétexte initial, au point que la dispute, le défi glissent sans cesse vers les extrêmes : le saccage des lieux, les voitures incendiées, les blessés graves.

Ou c'est encore, lors de rencontres sportives, la mise en cause d'un arbitrage qui provoque l'affrontement. Alors, la ritualisation du combat se délite pour ne laisser face à face que des adversaires violents. A l'évidence, ces faits dénotent une sociabilité fragile, malhabile avec la gestion des colères et des disputes, mais ce seul point de vue masque trop souvent le phénomène des manifestations violentes liées à la loi de l'honneur.

D'emblée, ces mouvements s'installent dans le bruit qui court et rameute, ils ne font qu'un avec le récit que la cité se tient sur elle-même. Contrairement à ce qui se dit et s'écrit un peu partout, ces mouvements ne se nourrissent pas d'abord d'un sentiment d'abandon ou de désœuvrement, mais bien d'un sentiment de fierté qui s'exhibe, porté par un amour propre collectif.

L'honneur du nom se fixe ainsi principalement sur le territoire de la cité mais il peut aussi bien se projeter sur un stade, un chanteur de rap, une équipe de foot, un collègue contre un autre ou un centre commercial⁴ (Moncomble, 2001). En fait, il se manifeste toujours là où le groupe se tient.

Il s'agit là bien clairement d'une manière inversée de faire société. Mais, encore plus fondamentalement, ce que l'émeute ou la bataille refonde, c'est le primat de la loi privée, un rapport violemment inscrit dans le lieu contre la force publique, l'affirmation fondamentale des lois de la famille et de l'honneur contre les lois de la république, de la foi contre la loi. Immergés dans un imaginaire et des valeurs appartenant au sexe, au sang, au groupe solidaire, les jeunes sont engagés dans une opposition radicale à l'ordre public qu'il faut du coup renverser à défaut de pouvoir se le représenter, avant que de le reconnaître.

Ils sont pris dans la projection sans différenciation aucune de la sphère privée sur la sphère publique, dans l'affrontement à la loi politique et par-là même dans l'escalade des transgressions.

Cette position heurte évidemment de plein fouet celle de la police ; du coup, le jeu de gendarmes et de voleurs peut se jouer en grandeur réelle, avec inversion possible et persistante des rôles, puisque les codes de références sont fondamentalement contradictoires.

Greffés sur la logique forte du territoire, la loi de l'honneur (et le droit du plus fort n'en est que l'effet), le temps du sacrifice et des victimes émissaires l'emportent sur la loi publique.

La dette inversée

Loin d'être une simple désorganisation sociale, il s'agit bien là d'une constitution qui intègre et c'est un

paradoxe de plus, la destruction ainsi qu'une variété d'identifications négatives comme positivité du groupe.

La ville, l'espace agonistique commun s'alimente de la circulation du don positif, au fondement de l'échange général, des transferts, de la solidarité ou de la redistribution. Ici, l'échange circule à l'envers et s'est bloqué dans l'inversion de la dette et de la réciprocité. Dans les troubles de l'origine et de la mémoire. Une dette insolvable ? Mais pour qui ?

La cité se vit créancière, tandis que nous la pensons débitrice. Car les destructions visibles sont aussi les signes de déchirures cachées, là où les références identitaires frottent l'une sur l'autre en s'arrachant.

De ce point de vue, le mythe du retour impossible en Algérie, comme dans la plupart des autres pays d'émigration signe une fixation douloureuse de l'origine sur la cité.

Le seul temps qui dure, qui fait l'histoire, c'est celui du quartier. Plus loin, les passages dans la ville n'arriment aucune appartenance et ne dessinent aucun pays. Au-delà de la cité et de ses voisinages, l'espace



La cité des Bosquets à Montfermeil (93) - © J.C. Pattacini.- URBA images -

demeure ouvert, non borné, sans balise comme sans frontière. Tout ce qui fait existence, ce qui relie, ce qui résiste et entre en lutte, s'est concentré en un seul point, le quartier, lieu unique de la passion vitale.

Les meurtrissures, les tags et les graffitis exposent ici une identité criante, un territoire fortement approprié et finalement un patrimoine, une petite patrie⁵ (Moncomble, 1984), qui porte en elle un être collectif et son identité.

Cette petite patrie souffrante ne se projette pas dans l'histoire de la grande. Les « Gaulois » sont tenus hors champ. Les Arabes sont éternellement battus à Poitiers et les Africains toujours otages des anciennes colonies.

4. Moncomble. F, *op cit*, chap 4, « La guerre des cités »

5. Moncomble. F. Minorités centrales et marginalités identitaires, in revue *ARS La Socialité*, Mars 1984, n°1

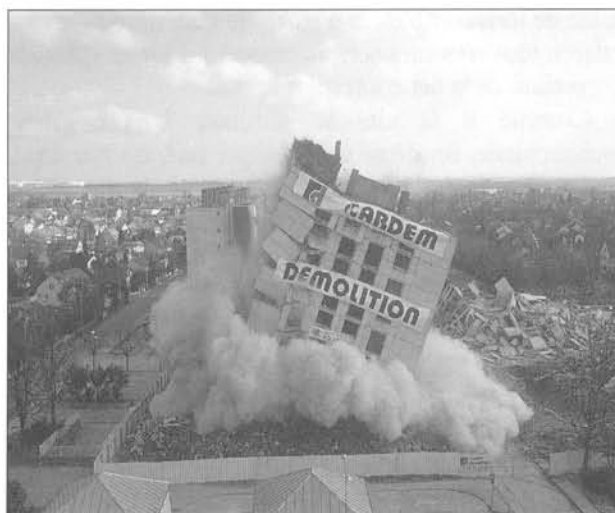
L'histoire de la cité glisse sur l'histoire de France sans jamais y accrocher. Le « Gaulois » sait qu'il est français ou du moins, il se confond avec la France, elle est l'air qu'il respire, elle lui est consubstantielle, il est lové dans l'histoire et ne s'interroge pas sur elle. Pas eux.

Et bien sûr, cette identité politique « de papier » fait aussi problème, héritage des blessures de la guerre d'Algérie ou d'un passé colonial réputé forclos. Hassan et ses copains le redisent sans cesse. Papiers simultanément précieux et méprisés, d'une vraie-fausse citoyenneté qui n'empêche ni les délits de faciès, ni les discriminations à l'embauche encore moins les contrôles répétés. Surtout, ces précieux papiers n'ont pas le pouvoir de les blanchir : « Avec les papiers, ça ne changera rien du tout, c'est pas pour ça qu'on va m'accepter », tout comme s'il y avait une incompatibilité radicale entre la couleur de sa peau et l'identité française. Hassan se mue dès lors en victime émissaire, il inscrit le divorce en lui, sur lui, avec ses papiers qui ne servent à rien, qui ne font que lui prêter une identité sans la lui conférer. D'un côté, les papiers sont exhibés tels des sauf-conduits pour les flics, sans aucune autre valeur, de l'autre, ils sont témoins d'un droit d'égalité et de justice.

L'ambivalence est indépassable, elle impose une duplicité de l'être, des contradictions et des tensions. Alors, Hassan et ses copains écoutent à la télé les chantages vertueux de la lutte contre l'exclusion et le racisme, de l'absolue égalité républicaine, ceux qui, en dénonçant la harangue d'extrême-droite sur l'ethnisation de la société française, peut-être bien les nient eux aussi, du même coup. Cruel effet pervers !

Retour alors, aux ravages du déni, déni de la déliaison et du racisme, qui en est, en fait, l'expression la plus sauvage des deux côtés de la barrière ! Car, ces discours, si idéologiquement corrects savent-ils leur impact sur les cités ? Au sein de celles-ci, on ne pense pas dans l'abstrait, les principes, l'idéalité. On ressent les choses, on encaisse les chocs. On vit dans la proximité, là où chacun sait que la couleur de la peau, ça compte. Là où l'on aimerait entendre dire que les Français sont de toutes les couleurs.

Mais ça n'est pas ce que disent les chantages, pour eux la couleur ne compte pas et il n'y a qu'à l'annuler. Et cette nouvelle éradication intégratrice exerce sa morsure souterraine. L'immigration a fondé une autochtonie, les origines dispersées se sont réunies en une même origine enracinée là et qui repose sur une double économie, tout à la fois souterraine et sociale. La dette s'est inversée. La terre sacrée de l'exclusion donne aux membres de la tribu le droit de prélever ce qui leur est dû, ce qui alimente un marché intérieur et remplit les cavernes d'Ali Baba des caves. Le fait d'être de la cité, de vivre dans la cité, d'être dans le besoin comme on dit, ouvre des droits : on vous doit quelque chose. Globalement victime émissaire, l'ethnie-cité retourne à son profit la circulation de la dette.



Goussainville, Val d'Oise - © J.F. Fourmond / URBA images -

Surendettée, la famille est sous tutelle, les allocations familiales, cette part si importante du budget sont sous surveillance, il faut être économe, pas question de se laisser tenter. Alors, on s'arrange malgré tout pour faire un peu d'argent.

La logique de l'épargne s'est incrustée dans celle de la consommation, mieux encore, elle la légitime. C'est l'économie de la dépense qui fait le gain. On ne produit aucune richesse pour en obtenir une autre. L'économie se développe en boucle. Le récit des ristournes qui rapportent est à l'image de la circulation de l'argent dans la cité.

Le marché de l'offre et de la demande, qui est à la base de toute société semble avoir disparu de la vie quotidienne. La vieille chaîne de l'échange : travailler, produire, économiser, acheter, vendre, investir, prêter, donner, rendre s'est trouvée interrompue.

Au travers de ces opérations élémentaires, la dette qui circule dans l'échange établit des liens, des conventions et des contrats, fait société.

Faute d'un marché élémentaire à la base de la vie quotidienne, la société locale se rétracte à la fois sur le plan identitaire et symbolique. On thésaurise aides et allocations de toutes sortes, auxquelles, par ailleurs, « on a droit », tandis que les plus jeunes se remboursent, par avance en quelque sorte, à partir de divers tributs prélevés sur « les Gaulois ». Vol, dette, tentative d'équité, légitimation par le besoin, tout se mêle ici pour dire l'impossible réciprocité, l'extraordinaire difficulté à avoir accès aux richesses par les voies de l'échange consenti, de la relation, de la présence socialisée.

La cité a fabriqué en elle cette croyance qu'on peut interrompre à son seul gré, l'immense réseau de créances et de dettes qui nous relie aux autres.

Démolir pour mieux durer ?

L'intention est aussi louable que républicaine. Démolir pour égaliser les chances, pour compenser encore – les handicaps, pour mieux durer. Un bilan pour

solde de tous comptes, et à partir de quoi on espère tout effacer, tout recommencer autrement ? Tout en ignorant l'inversion de la dette interne à la cité.

Comme si la cité se réduisait à une erreur architecturale, un décor urbanistique raté, un pur cadre bâti qu'il suffirait de remettre aux normes « bourgeoises » tout en l'éclatant, sans se préoccuper de la dynamique propre des groupes sociaux qu'il abrite.

Comme si le lien social, à l'instar de son autre face le lien civil, pouvait se promulguer par décret et destruction d'usages. Comme si le politique possédait le pouvoir démiurgique de créer ou refaire, d'en haut, la société, de disposer encore des gens et de leur choix. Les gens justement et leur territoire. Qui ne connaît ces images où l'on voit ceux des cités et en particulier les jeunes, pleurer devant le dynamitage de leur immeuble. Or, ce sont les mêmes qui, soudain pris de rage, détruisent les abribus, mettent le feu aux poubelles et caillassent la police, enfin font feu de tout ce qui était signe matériel de l'ordre urbain et par là même pour eux, de l'Etat.

Incompréhensible ? Sauf à entendre ces territoires-peau où l'incorporation de la négativité et l'impuissance s'inversent en négation de la négation et en régime de puissance, alimentent des modes de vie et de penser qui se retournent contre l'ordre commun, à commencer par le plus visible et le plus proche : l'architecture des barres et des tours. Alors, on peut casser, taguer, salir pour protester, affirmer qu'on est quelqu'un.

Mais simultanément, chacun adhère au lieu sacré/maudit, qui attire et fonde toutes les identifications, ce lieu support d'associations fortes d'allure communautaire et dont la territorialité est la seule projection. En défaut d'entrée en société, bloqués dans le passage, les jeunes rêvent là une fraternité qui les protégerait de la société. Ils rêvent une communauté qui n'existe pas, comme un cercle magique, comme un territoire sacré, qui dirait le lieu de l'origine, et l'histoire et la mémoire, une communauté qui se projetterait sur un ordre symbolique, sur le lieu de sa permanence, qui occuperait un lieu-centre ordonnant le temps long et permettant d'interpréter le monde, l'exode, l'exil ou l'hégire.

Que ce soit à Lille Sud ou à l'Ariane, à Nice Nord, on vit ainsi dans le sentiment d'une promiscuité institutionnelle insupportable. L'ordre collectif, c'est l'Etat, la police, la RATP ou la compagnie de bus, l'instituteur ou le pompier, c'est aussi, au plus près, le seuil de la porte, le bas des immeubles ou le pied des tours.

Alors, on peut flinguer, casser les vitres et les panneaux, on ne fait que taper sur un ordre qui colle à la peau, omniprésent : ici, il n'y a pas cette couche de vide social, de vide public, d'anonymat, qui protège ceux du centre.

Et pourtant, paradoxalement, le bas des tours, les halls, c'est en même temps la chaleur des palabres qui

n'en finissent pas, le lieu de rendez-vous, le chez soi dedans dehors, enfin une portion de moi-peau que chacun est prêt à défendre contre l'ennemi.

« Casser »⁶ sans plus de précaution l'immeuble ou la cité, c'est aussi casser ce premier et seul territoire de référence, à la fois d'inscription et de nostalgie. Ne risque-t-on alors pas d'actualiser l'ultime violence de cet itinéraire de négativité ? Comme une pulsion de mort réalisée à la lettre qui irait, en un raccourci fulgurant, jusqu'à confirmer, lisiblement à l'autre, la négation qu'il appelle et bien sûr combat.

Bref, si la question reste ouverte du comment convertir la négativité en positivité, ne faut-il pas craindre l'effet pervers d'un *acting out*, qui au nom des meilleures intentions, renforcerait la destructivité et la dynamique polémogène internes ?

Développement durable et cité HLM

Côté Politique de la ville, la perception négative de la cité se dit en douceur. On critique au passage l'horreur de l'architecture HLM, on dénonce l'inconséquence des années 1960, on revient sur la discrimination positive, on abomine les violences urbaines, on se loue de la destruction des barres et des tours HLM, on accuse un développement urbain non durable.

Au fond, on aimerait bien que ces verrues disparaissent, que ces gens, là-bas soient mélangés à ceux d'ici, qu'ils soient dispersés, que les désordres de la cité soient enfin escamotés ; bref, on prône sur tous les tons l'intégration par la mixité sociale et l'éradication de l'exclusion. Il nous paraît à nous que le mal originel, la toute première déliaison (de laquelle procèdent toutes les autres), réside dans ce mode de vie public d'un privé extraverti, dans cette toute puissance de la loi privée partout projetée, celle de ces groupes incapables d'établir avec l'autre des relations de droit, d'échanger hors d'un régime de puissance. Les jeunes en particulier sont dans la défaillance de l'ordre politique et de l'accès à la loi publique. Ils n'ont pas acquis de savoir-faire vis-à-vis des conflits et des rivalités, ils ne savent ni les conduire, ni les résoudre. Ils ignorent la maîtrise de soi, la médiation de la loi et l'art de soutenir un rapport de force négocié, de trouver un compromis, de médiatiser les différends.

On a montré combien ceux de la cité s'engouffraient dans leurs discordes en tourbillon, acteurs/victimes d'une hostilité qui pousse dans une détresse violente toutes les relations quotidiennes du face à face.

Or, devant les dangers qui menacent l'identité et isolent l'individu dans la peur de l'autre, d'autres groupes savent restaurer une hiérarchie locale, redéfinir

6. Barou J., (1995), Les quartiers meurent aussi, in *Revue Informations Sociales*, C'est mon quartier, n° 45

les médiations qui permettent la circulation de la parole et lui donnent un sens. Ils suspendent le silence social de la colère et de la violence. Ils nous montrent comment une adversité peut être régulée, maniée, apprivoisée en la déplaçant sur une opposition circonscrite. Non plus l'ennemi mais l'adversaire, dans un espace agonale et réglé. Non plus la force (ou l'appareillage social) mais le droit et la parole qui permettent l'échange socialisé.

Dans la crise de la cité, c'est bien le tiers⁷ (Beauchard, 1993) qui est manquant, attaqué, dissout, exclu, quand tous les antagonismes se fondent en un seul, quand tous les rapports sociaux se transforment en duels belliqueux, sans prévention ni régulation, hors la loi. Maintenant encore, Politique de la ville comme Action sociale réduisent l'exclusion à des indicateurs prédéterminés et fonctionnels, économisant l'analyse de la crise d'identité, maltraitant du coup les médiations particulières de la société locale, provoquant la répétition inlassable des mêmes conduites.

Or, le socle de ces médiations existe⁸. La Palabre et ses groupes pourraient tout particulièrement être le cœur d'un travail linguistique de métissage

pluriethnique, le haut lieu d'une puissance sociale positivée, qui enfin reconnaîtrait et prendrait appui sur l'œuvre d'intégration particulière, en mosaïque, que produit la cité. Mais il s'agit là d'une réinvention locale du politique, de l'élaboration d'un espace agonistique d'alliance, de la généralisation de la palabre, de la conversion d'une parole de guerre en pourparlers.

Il s'agit là d'une nouvelle circulation de la réciprocité et de la reconnaissance, bref, d'un bien commun qui se décline en durabilité. Un développement durable instituerait une véritable écologie politique de la cité, créerait un espace agonistique d'alliance, généraliserait la palabre, convertirait la parole de guerre en pourparlers et en reconnaissance réciproque.

FRANÇOISE MONCOMBLE

7. Beauchard.J (1981), « Du mal des cités et du rôle public », in *revue ARS, Médiations et Action sociale*, N°2

8. Moncombe .F (2002), « Le grand melting pot de la cité HLM », in *Faire face et s'en sortir*, sous la direction de Châtel.V et Soulet M.H ; tome 2, Développement des compétences et action collective, Fribourg, Editions Universitaires.

Françoise Moncombe est maître de conférence-HDR de sociologie à l'université Paris XII et membre de la FRE 2408 CNRS. Responsable de programmes de recherche et d'enseignement (DESS et DEA) relatifs à l'action sociale en milieu urbain.

<moncombe@univ-paris12.fr>